

*Initiatives ministérielles*

Le gouvernement est hypocrite dans son budget en affirmant qu'il faut donner plus d'argent aux consommateurs. Pourtant, est-ce bien ce qu'il fait en sabrant dans l'assurance-chômage? Ou quand il déclare qu'après avoir perdu son emploi, un employé ayant derrière lui 20, 25 ou 30 années de fidèles services à un employeur ne recevra qu'à peine la moitié de son salaire, s'il gagnait moins de 33 000 \$?

Est-ce ainsi que les gens pourront payer des études avancées à leurs enfants afin d'assurer la formation d'une main-d'oeuvre très scolarisée dont nous aurons besoin dans l'avenir? Je ne crois pas. Laisse-t-on vraiment plus d'argent aux consommateurs pour qu'ils stimulent l'économie, quand on gèle les salaires des effectifs du plus gros employeur de notre pays?

• (1340)

Le gouvernement fédéral dit lui-même que plus d'un demi-million d'employés du secteur public ne vont pas avoir davantage de revenu l'année prochaine alors qu'ils ont déjà connu une année sans augmentation. Alors il va y avoir une troisième année qui va s'y ajouter. Est-ce que cela stimule les dépenses de consommation? Je ne pense pas.

Est-ce que cela stimule les dépenses de consommation quand le gouvernement dit d'une part qu'il va dépenser des millions de dollars pour créer des emplois et d'autre part qu'il va causer du chômage chez ses propres employés. Est-ce que c'est stimulant? Est-ce que cela fait économiser de l'argent de forcer les gens à ne pas toucher les prestations d'assurance-chômage et à recevoir à la place l'aide sociale de la collectivité locale où d'autres chômeurs comme eux se battent pour garder un toit et payer leurs impôts fonciers? Est-ce que cela favorise les dépenses de consommation? Je ne pense pas.

Cet exposé économique s'attaque aux personnes les moins payées ou à celles qui ne sont pas payées du tout, qui sont les plus vulnérables dans notre société et dans chacune de nos localités. Cela a été l'habitude du gouvernement. Il ne fait rien pour prendre l'initiative de mettre fin à cette misère et de créer des emplois pour ceux qui en ont le plus besoin.

Nous avons des jeunes qui abandonnent leurs études pour aider leur famille. Est-ce que cela permet d'assurer l'avenir de notre pays? Je ne pense pas. Nous avons un gouvernement qui se vante qu'il y a des améliorations: le

commerce est en hausse ainsi que la création d'emplois. Cependant, ce n'est pas ce que voient les Canadiens.

Quand on a laissé la situation se détériorer au point qu'elle ne puisse pas empirer, je suppose qu'on considère que 0,10 p. 100 d'amélioration est une réussite. Si un indicateur signale la moindre amélioration, c'est seulement parce que la situation est devenue si mauvaise sous la direction du gouvernement que les Canadiens ne peuvent plus tolérer ni cette situation, ni le gouvernement.

**Mme Dorothy Dobbie (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Affaires commerciales et ministre d'État (Agriculture)):** Monsieur le Président, j'aimerais que la députée me dise à combien se chiffre le service de la dette nationale et à combien il se chiffrait lorsque son gouvernement a quitté le pouvoir.

Elle parle de l'augmentation de la dette et de la limitation des choix qui s'offrent au gouvernement aujourd'hui. Je ne sais si elle accepterait, pour le compte des députés et du grand public, de parler de la contribution faite par son gouvernement du temps où il était au pouvoir.

Il a laissé une dette énorme, dont l'augmentation est entièrement due au service de la dette. Quand son gouvernement a quitté le pouvoir, l'écart entre l'impôt sur le revenu et les dépenses des programmes était absolument incroyable et intolérable. Cela a hypothéqué l'avenir non seulement de nos enfants, mais aussi de nos petits-enfants. Ces députés continuent de parler de dépenses de programmes qui placeraient dans une situation de faillite non seulement le pays et nos petits-enfants, mais aussi leurs petits-enfants.

La députée voudrait peut-être nous expliquer comment, s'il était au pouvoir, son parti réussirait à proposer tous ces programmes, toutes ces dépenses et toutes ces solutions rapides sans augmenter la dette comme il l'a fait dans les années 70.

**Mme Catterall:** Monsieur le Président, je répondrai à la question de la députée par une question.

Comment son gouvernement s'y est-il pris pour faire passer la dette de ce pays, qui était inférieure à 170 milliards de dollars, à près de 500 milliards de dollars? Bien qu'il ait introduit 37 nouvelles augmentations fiscales, accru le fardeau des pauvres et mené la classe moyenne au seuil de la pauvreté, pourquoi n'a-t-il pas réussi à réduire le service de la dette et à rembourser une partie du principal?